

Cote du document: EB 2014/111/R.9/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 5 b ii)
Date: 8 avril 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République de l'Union du Myanmar pour le Projet de renforcement de la relance du secteur agricole au Myanmar

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Omer Zafar

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2348
courriel: o.zafar@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent onzième session
Rome, 8-9 avril 2014

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. plan national	4
ification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	7
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	8
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	8
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	9
VII. Recommandation	10
Annexe	
Negociated financing agreement (Accord de financement négocié)	11
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

FARM	Projet de renforcement de la relance du secteur agricole au Myanmar
MAI	Ministère de l'agriculture et de l'irrigation
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
UCP	Unité de coordination du projet

Carte de la zone du projet

Republic of the Union of Myanmar



Source: FIDA
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de l'Union du Myanmar

Projet de renforcement de la relance du secteur agricole au Myanmar

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République de l'Union du Myanmar
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'irrigation
Coût total du projet:	27,8 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	12,15 millions de DTS (équivalant approximativement à 18,7 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,51 million de DTS (équivalant approximativement à 0,8 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA :	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinancier:	Secteur privé
Montant du cofinancement:	2,4 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Apport de fonds propres
Contribution de l'emprunteur:	5,3 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,6 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de l'Union du Myanmar pour le Projet de renforcement de la relance du secteur agricole au Myanmar, telle qu'elle figure au paragraphe 50.

Proposition de prêt et don à la République de l'Union du Myanmar pour le Projet de renforcement de la relance du secteur agricole au Myanmar

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Après cinquante années d'isolement, le Myanmar s'est engagé sur la voie de réformes politiques et économiques exhaustives, qui visent à introduire des éléments de la représentation populaire dans la sphère politique, à favoriser la croissance économique et un développement social sans exclusive, à améliorer l'environnement commercial, à attirer les investissements étrangers et à réduire la pauvreté.
2. En 2011, la population du Myanmar était estimée à 60,6 millions de personnes, avec un taux de croissance annuel de 1,3%. Le Myanmar est l'un des pays les moins avancés et l'une des nations les plus pauvres d'Asie. Le Rapport sur le développement humain 2013 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) classe le Myanmar au 149^e rang sur 186 nations, avec un indice de développement humain (IDH) de 0,498.
3. Le Myanmar est le pays le plus étendu de l'Asie du Sud-Est, il est abondamment pourvu en terres et en eau et jouit de climats favorables à l'agriculture. Le secteur agricole est le pivot de l'économie et les deux tiers de la population vivent en milieu rural. Paradoxalement, pour un pays si riche en ressources naturelles, il existe une forte corrélation entre agriculture et pauvreté, ainsi qu'un fossé criant entre le monde rural et le monde urbain, avec des niveaux de pauvreté dans les zones rurales nettement supérieurs à ceux des zones urbaines, notamment chez les petits exploitants agricoles, les ruraux sans terre et les minorités ethniques. Même si, globalement, le pays est excédentaire en termes de production alimentaire, nombreuses sont les zones rurales qui souffrent d'une insécurité alimentaire grave et chronique. Ces disparités existent entre les États et au sein de ces mêmes États, des groupements de villages et des villages, où insécurité alimentaire des ménages et pauvreté sont étroitement liées.
4. Au Myanmar, la pauvreté rurale est essentiellement imputable au manque de ressources. Bien qu'il n'y ait pas de seuil de pauvreté officiel, la pauvreté et la détresse sociale semblent amplement répandues. En 2005, environ un tiers de la population vivait sous le seuil de pauvreté, proportion ramenée à un quart en 2010. Les ruraux pauvres sont généralement les paysans sans terre et ceux qui n'ont accès qu'à de petites ou très petites exploitations agricoles. Ils ne disposent pas d'une alimentation nutritive et en quantité suffisante, ni des produits non alimentaires essentiels. Ils vivent pour la plupart dans la zone centrale aride ou dans les zones de montagnes peuplées par les minorités ethniques. Ces zones sont reculées, avec des superficies arables limitées et elles ont été touchées par des conflits.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le gouvernement a demandé au FIDA de financer des opérations agricoles au Myanmar. En tant que premier projet à être financé par le FIDA dans ce pays, le Projet de renforcement de la relance du secteur agricole au Myanmar se concentrera sur la création, pour la zone centrale aride, d'un modèle de développement agricole durable et susceptible d'être élargi. Il sera mis en œuvre dans certains cantons du Territoire de l'Union de Nay Pyi Taw, pour être ensuite, le cas échéant, reproduit à plus grande échelle dans la zone. Au niveau communautaire, le projet associera le modèle de développement des terres irriguées pour les petits exploitants, initiative du Ministère de l'agriculture et de l'irrigation (MAI), avec un soutien des moyens de subsistance pour les exploitants pratiquant l'agriculture pluviale et les ménages sans terre. Il introduira plusieurs innovations dans le contexte du Myanmar: une approche participative de mise en valeur des terres; la fourniture d'un éventail de services et d'outils d'apprentissage aux petits exploitants et aux paysans sans terre; et un appui au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles à l'échelon de la communauté, du canton et des États.
6. Le projet est en harmonie avec le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) établi pour le Myanmar pour la période 2014-2018, dont l'objectif est de contribuer à réduire la pauvreté rurale, et plus précisément celle des petits exploitants, des paysans sans terre, des groupes ethniques et autres catégories marginalisées. Ce COSOP assigne trois objectifs stratégiques à la mission du FIDA: i) autonomiser les ruraux, femmes et hommes, pour qu'ils accèdent aux ressources agricoles, aux technologies, aux services et aux marchés; ii) créer des entreprises et des perspectives d'emploi pour les ruraux, femmes et hommes; et iii) promouvoir l'autonomisation sociale et économique des catégories marginalisées, en particulier les groupes ethniques. Le projet est une réponse directe aux deux premiers objectifs stratégiques du COSOP.
7. Ce projet, qui a été demandé par le gouvernement, est issu du programme d'action et des priorités stratégiques du gouvernement pour le développement économique et social et la modernisation agricole. Il est conforme au plan national global de développement, au cadre de réformes économiques et sociales ainsi qu'au plan d'action en faveur du développement rural et de la réduction de la pauvreté. Il est synonyme d'investissement dans deux des priorités du Cadre national des priorités à moyen terme pour 2011-2014: accroître la production agricole pour garantir la sécurité alimentaire; et améliorer les moyens de subsistance en milieu rural en aidant les communautés à tirer parti de leurs ressources physiques, naturelles et humaines.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Conformément à la demande du gouvernement, la zone de projet englobe: i) les zones d'intervention de six programmes d'irrigation (Paunglaung, Chaungmange et Madan dans le district de Tekhina; et Yezin, Ngalit et Sinthay dans le district d'Ottra), au sein du Territoire de l'Union de Nay Pyi Taw, soit une superficie totale de 87 183 acres dans une zone s'étendant sur cinq cantons (Lewe, Ottrathiri, Pyinmana, Tatkon et Zeyathiri); et ii) 25 000 acres supplémentaires de bas-fonds et de plateaux pluviaux situés autour de ces cantons. Par conséquent, le projet couvre au total une superficie de 112 183 acres (45 400 hectares), soit 45% de la terre cultivée dans ces cinq cantons.
9. Le groupe cible comprend les ruraux pauvres, femmes et hommes, de la zone du projet, plus précisément: i) les exploitants (femmes et hommes) des zones d'intervention des six programmes d'irrigation retenus; ii) les agriculteurs (femmes et hommes) disposant d'une exploitation uniquement dans les zones pluviales; et iii) les hommes et les femmes pauvres sans terre désireux d'investir dans des

microentreprises rurales. En termes de planification et d'exécution, la priorité sera accordée aux femmes chefs de famille et aux ménages appartenant aux minorités ethniques. Le projet adoptera une méthode de ciblage sans exclusive englobant ciblage géographique, autociblage, ciblage direct, et prenant en compte l'intégration sociale et la parité entre les sexes. Il devrait bénéficier directement à 37 600 ménages, soit 183 400 personnes au total.

B. Objectif de développement du projet

10. Le projet introduira de bonnes pratiques régionales et mondiales afin de mettre en place un modèle durable et reproductible au service de l'agriculture paysanne et du développement rural dans la zone centrale aride du Myanmar. Il appuiera le remembrement des terres et leur mise en valeur, les infrastructures productives, les services agricoles et d'aide aux entreprises, la circulation des savoirs et le renforcement des capacités pour promouvoir un modèle de développement qui profite à tous dans cette zone.
11. Le but du projet est d'améliorer le statut économique des ruraux pauvres, femmes et hommes, dans la zone d'intervention. Son objectif est d'accroître les revenus des petits exploitants et des ménages sans terre.

C. Composantes/résultats

12. Le projet comprend deux composantes:
13. **Composante 1: Infrastructure agricole (environ 13,2 millions d'USD, soit 47% du coût total du projet).** Le projet contribuera à l'expansion, en cours, des zones irriguées desservies par des canaux primaires et secondaires mis en œuvre par le MAI, avec des investissements complémentaires pour l'aménagement des terres identifiées par le biais d'un processus participatif. Les objectifs sont les suivants: i) améliorer l'équité en termes de distribution de l'eau d'irrigation; ii) créer des possibilités de diversification des cultures; et iii) améliorer l'accès à la mécanisation et aux transports. Les zones pour lesquelles les droits des usagers des terres ont été reconnus et à qui des titres fonciers ont été délivrés ou sont en passe de l'être pourront bénéficier d'activités de mise en valeur des terres. L'autonomisation des agriculteurs sera favorisée, notamment en ce qui concerne le fonctionnement et la maintenance des programmes d'irrigation.
14. **Composante 2: Services agricoles et d'aide aux entreprises (environ 11,7 millions d'USD, soit 42% du coût total du projet).** Cette composante comprend deux volets: i) investissement dans les savoirs ; et ii) financement de la croissance.
15. Sous-composante 2.1: Investissement dans les savoirs. Le projet favorisera l'établissement d'un environnement porteur afin que les ménages ruraux puissent avoir accès aux services et technologies et, partant, améliorer leurs activités productives et économiques. Il appuiera les activités suivantes: i) la création d'une plateforme de vulgarisation pluraliste et participative au service des petits exploitants; et ii) la fourniture de services aux entrepreneurs sans terre afin qu'ils démarrent et/ou développent des microentreprises en milieu rural. Les résultats escomptés sont un renforcement des compétences et une augmentation des revenus des ménages (agricoles et sans terre).
16. Sous-composante 2.2: Financement de la croissance. Le projet créera les conditions qui favorisent la croissance de microentreprises et de petites et moyennes entreprises durables en milieu rural. Deux fonds de subvention de type compétitif seront créés: le premier pour soutenir des entreprises rurales gérées par des ménages sans terre; le second pour soutenir les agents d'intégration aux filières (à transformer en un modèle de partenariat de production public-privé une fois que les organisations d'agriculteurs se seront développées). L'accès des petits exploitants et des ruraux sans terre aux services financiers sera amélioré en attirant les institutions de microfinance dans la zone, en favorisant l'agriculture sous contrat et

en encourageant les intermédiaires financiers tels que les groupes d'épargne et de crédit.

17. Le reste du financement du projet (environ 3 millions d'USD, soit 11% du coût total du projet) sera alloué à la gestion et à la coordination du projet, décrites ci-après.

III. Exécution du projet

A. Approche

18. Le Myanmar a peu d'expérience dans la gestion et la mise en œuvre d'investissements dans le secteur agricole financés de l'extérieur. Inspirée d'expériences réalisées dans des contextes similaires, l'approche adoptée pour ce projet comporte un renforcement graduel des capacités du MAI et sa prise en charge progressive et ordonnée de la mise en œuvre, ainsi que la mise en place d'une unité autonome de coordination du projet (UCP). On accordera une attention particulière au suivi participatif et à l'instauration d'un cadre de responsabilité mutuelle régissant les engagements et obligations redditionnelles des principaux partenaires.
19. Les activités du projet seront mises en œuvre dans le cadre de partenariats et contrats avec les organismes concernés, des ONG, des prestataires de services et le secteur privé. Les partenaires et les prestataires de services seront engagés avec des contrats basés sur la performance, laquelle sera évaluée par l'UCP et les représentants des bénéficiaires.

B. Cadre organisationnel

20. Le cadre de gouvernance du projet comprendra: i) un comité national de pilotage qui fournira les directives relatives aux politiques et aux stratégies; ii) un groupe de travail à l'échelon du MAI qui supervisera la coordination du projet; iii) des comités de coordination de canton qui géreront les activités à l'échelle du canton; et iv) des groupes de facilitation et de suivi au niveau des groupes de villages pour garantir l'adoption d'approches efficaces en matière de participation, de ciblage de la pauvreté et de prise en compte de la problématique hommes-femmes.
21. L'UCP sera responsable de la coordination du projet et devra faire état des résultats obtenus. Il s'agira d'une entité autonome qui rendra compte au comité national de pilotage et sera implantée dans le Territoire de l'Union de Nay Pyi Taw. Elle sera organisée en fonction des composantes et investissements du projet, et jouira d'un certain niveau d'autonomie financière. L'unité sera gérée par le directeur du projet (cadre supérieur détaché du MAI), qui recevra délégation de pouvoir et pourra engager le MAI en tant qu'agent principal du projet. Exception faite du directeur de projet, le personnel du projet sera recruté dans les secteurs public ou privé par voie concurrentielle conformément aux directives du FIDA dans ce domaine.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

22. Le plan de travail et budget annuel (PTBA), complété par des calendriers d'activité, sera le document principal utilisé pour la planification du projet. Il servira à définir les objectifs et les activités spécifiques, à établir les priorités de gestion aux fins de l'exécution, à prévoir les besoins en matière de passation des marchés et à faciliter la mobilisation du personnel et des ressources financières.
23. Le système de suivi-évaluation (S&E) est conçu pour offrir des informations complètes, détaillées et fiables aux fins de la gestion axée sur les résultats. Ce système sera participatif, décentralisé, et conforme au Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA. Il comportera trois niveaux: i) suivi des produits, en particulier les intrants physiques et financiers, les activités et les extrants; ii) suivi des effets, avec examen de l'utilisation des produits et mesure des avantages au niveau des ménages et des groupements de villages; et iii) évaluation de l'impact, en particulier sur les groupes cibles. Toutes les données, analyses et rapports du S&E seront ventilés par sexe et ethnicité. Au vu des problèmes bien

connus en matière de disponibilité et de qualité des données au Myanmar, un plan d'acquisition de données sera mis en place dès le démarrage du projet.

24. Le projet utilisera des enquêtes SYGRI adaptées au contexte local au départ, à mi-parcours et à la fin de l'exécution, elles constitueront les principaux outils d'enquête quantitatifs. Des enquêtes ad hoc, des études de cas qualitatives et des examens thématiques seront confiés à des institutions indépendantes pour vérifier les résultats et tirer des enseignements sur des sujets tels que la sécurité alimentaire, les systèmes de culture, la résilience au changement climatique, la durabilité des microentreprises, la gestion participative de l'eau, et l'impact sur les revenus. Il sera fait appel à une tierce partie indépendante externe (par exemple, une université ou une ONG) pour l'évaluation périodique de l'impact du projet.
25. Les expériences opérationnelles du projet donneront naissance à des savoirs précieux qui seront recueillis par l'UCP et utilisés pour générer des enseignements et des bonnes pratiques, lesquels seront partagés avec les institutions nationales et les partenaires. Les résultats de l'appui fourni par le projet aux fins de la mise en œuvre d'activités durables au bénéfice des petits exploitants et des sans terre, du développement de systèmes de cultures alternatifs, du renforcement des connaissances des agriculteurs, de l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et de l'expansion de l'accès à la microfinance et à la finance rurale feront l'objet d'une large publicité. Une fois documenté, le modèle de développement agricole durable du projet pourra être reproduit à plus grande échelle dans la zone centrale aride. Par l'intermédiaire du portail de gestion des savoirs FIDAAsie, les connaissances et les expériences du projet pourront être partagées avec la communauté plus large des praticiens du développement en Asie.
26. Le projet établira une collecte des données et un module d'analyse rigoureux, en utilisant des enquêtes de référence et des indicateurs transversaux et chronologiques pour constituer une solide base de données pour le secteur agricole de la zone centrale aride. Ceci permettra de suivre les effets et l'impact des investissements du projet sur la productivité agricole, la production et les systèmes de culture, et fournira des renseignements sur les efforts ultérieurs à mener pour reproduire à plus grande échelle les investissements du projet dans d'autres parties de la zone centrale aride.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

27. Les dispositions prises pour la gestion financière du projet garantiront que: i) les fonds sont utilisés aux fins prévues d'une manière efficace et efficiente en termes de coût; ii) le décaissement des fonds du projet permet une mise en œuvre rapide des activités; iii) les fonds sont bien gérés et circulent de manière fluide; iv) les états financiers du projet sont préparés dans le respect des normes comptables reconnues au niveau international et soumis au FIDA en temps voulu; v) un flux vigoureux d'informations fiables sur les activités du projet favorise la fiabilité, la transparence et la transmission; et vi) les ressources et actifs du projet sont protégés.
28. Les risques fiduciaires étant jugés élevés, un certain nombre de méthodes d'atténuation seront appliquées: i) acquisition de logiciels comptables par voie d'adjudication, assortie d'un renforcement des capacités du MAI; ii) recrutement par voie concurrentielle du personnel clé pour la gestion financière; iii) élaboration d'un manuel de gestion financière prévoyant des contrôles à plusieurs niveaux; iv) délégation de pouvoir à l'UCP pour la planification, la gestion, le décaissement et le contrôle des ressources du projet; v) renforcement des capacités et supervision par des spécialistes externes; vi) création d'un solide cadre de contrôle intégrant des vérificateurs internes, des auditeurs indépendants externes et des garanties sociales; et vii) adoption d'un cadre de bonne gouvernance et de responsabilité mutuelle pour renforcer la fiabilité et la transparence.
29. Le projet utilisera la méthode du fonds de caisse pour faire fonctionner les deux comptes désignés (l'un pour le prêt, l'autre pour le don), qui seront tenus par la Banque centrale du Myanmar ou toute autre banque agréée par le FIDA. Les fonds

seront avancés à l'UCP sur la base des PTBA et plans de passation de marché approuvés, et actualisés pour les dépenses encourues. L'état des seuils de dépenses sera défini dans une lettre à l'emprunteur. Le manuel d'exécution du projet et le manuel de gestion financière du projet expliciteront le cadre de contrôle, qui s'appuie sur les meilleures pratiques au niveau mondial.

30. L'audit externe sera conduit dans le respect des normes internationales en matière d'audit et des Directives du FIDA relatives à l'audit des projets, et des auditeurs indépendants externes seront nommés en temps voulu. Les rapports d'audit seront présentés au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'exercice financier concerné.
31. L'UCP sera responsable de la passation des marchés de biens et de services, lesquels devront être exécutés conformément aux Directives du FIDA dans ce domaine. Les méthodes à suivre, les modalités d'examen préalables, les coûts et délais estimés, et les mesures d'atténuation des risques seront définis dans une lettre à l'emprunteur, et répercutés dans les plans de passation des marchés. Le manuel d'exécution du projet détaillera les procédures, les processus et les dispositifs de gestion en matière de passation de marchés.

E. Supervision

32. Le FIDA supervisera directement le projet. Des missions de supervision et d'appui à l'exécution seront organisées tous les six mois au cours de la période initiale et, par la suite, une fois par an. Le gouvernement, par l'intermédiaire du MAI, fournira un appui logistique et technique à ces missions.
33. La supervision et l'appui à l'exécution comprendront: i) la conformité avec les normes fiduciaires, une attention particulière étant accordée aux conditions légales, à la gestion financière, au décaissement des fonds, à la passation des marchés et des contrats; ii) un centrage de la supervision sur la performance de l'exécution du projet, l'état d'avancement sur la voie de la réalisation des objectifs, les investissements et les produits, la gouvernance et la gestion, le ciblage et la parité entre les sexes; et iii) l'appui à l'exécution pour fournir des conseils et de l'aide au projet. L'appui à l'exécution intégrera une perspective de programme de pays en introduisant une vision élargie des investissements de développement, en exerçant sur les politiques une influence basée sur l'expérience opérationnelle, en mettant en place des systèmes et des institutions de lutte contre la pauvreté, en favorisant l'établissement de partenariats en matière de finance et de savoir, et en générant des enseignements et des bonnes pratiques.
34. Au vu de l'expérience limitée du Myanmar en matière d'exécution de projet, deux examens à mi-parcours seront effectués afin d'évaluer les progrès accomplis, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées, les premiers effets et la pérennité probable des activités, et de formuler des recommandations et procéder aux ajustements nécessaires pour la période d'exécution restante. Ces examens seront menés conjointement par l'UCP et le FIDA. Au terme du projet, un rapport d'achèvement sera préparé par le gouvernement, avec l'aide du FIDA, pour évaluer la performance globale du projet.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

35. Le coût total du projet, y compris les impôts, taxes et imprévus, est estimé à 27,8 millions d'USD pour les six années de la période d'exécution. Une provision de 4% pour aléas physiques et une provision de 5% pour aléas financiers s'ajoutent au coût de base qui est de 25,5 millions d'USD. Le taux de change a été fixé à 975 kyats pour 1 USD (taux moyen en vigueur au moment de la conception finale du projet), avec un taux de change constant pour la parité des pouvoirs d'achat.

B. Financement du projet

36. Le projet sera financé par un prêt du FIDA, octroyé à des conditions très favorables, d'un montant de 18,7 millions d'USD environ (67% du coût total), d'un don du FIDA de 0,8 million d'USD environ (3% du coût total), d'une contribution du gouvernement de 5,3 millions d'USD environ (19% du coût total), d'un apport du secteur privé de 2,4 millions d'USD environ (9% du coût total) et d'une contribution des bénéficiaires de 0,6 million d'USD (2%). La contribution du gouvernement couvre la mise en valeur des terres et certains salaires de base du personnel (4,5 millions d'USD) ainsi que les impôts et taxes (0,8 million d'USD).

Tableau 1
Composantes par financeur (en USD)

	Monnaie locale										Monnaie locale				
	Gouvernement		Prêt du FIDA		Don du FIDA		Secteur privé		Ménages ruraux		Total		Devises	(hors taxes)	Droits & Taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Amélioration de l'infrastructure agricole	3 808,4	28,9	8 736,2	66,3	283,9	2,2			341,3	2,6	13 169,8	47,3	4290,8	8 876,2	2,8
B. Services agricoles et aux entreprises															
1. Investissement dans les savoirs	775,1	12,9	4 583,4	76,2	357,5	5,9	302,4	5,0			6 018,4	21,6	994,7	4 855,1	168,5
2. Financement de la croissance			3 300,2	58,1			2 100,0	37	280,0	4,9	5 680,2	20,4	3190,0	2 294,2	196,0
Sous-total	775,1	6,6	7 883,6	67,4	357,5	3,1	2 402,4	20,5	280,0	2,4	11 698,6	42,0	4184,7	7 149,4	364,5
C. Coordination du projet	713,1	24,1	2 106,2	71,2	137,1	4,6					2 956,4	10,6	773,0	1 758,4	425,0
Coût total du projet	5 296,5	19,0	18 726,0	67,3	778,5	2,8	2 402,4	8,6	621,3	2,2	27 824,8	100,0	9 248,5	17 784,0	792,3

Tableau 2
Montant indicatif des comptes de décaissement, par financeur*

	Monnaie locale										Monnaie locale				
	Gouvernement		Prêt du FIDA		Don du FIDA		Secteur privé		Ménages ruraux		Total		Devises	(hors taxes)	Droits & Taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
1. Travaux	3 159,1	26,1	8 583,8	71,0	-	-	-	-	341,3	2,8	12 084,2	43,4	3 929,5	8 151,9	2,8
2. Véhicules	383,0	59,7	258,9	40,3	-	-	-	-	-	-	641,9	2,3	246,3	12,6	383,0
3. Équipement & matériel	13,0	8,0	149,4	92,0	-	-	-	-	-	-	162,4	0,6	101,6	47,8	13,0
4. Services de consultants	23,4	1,0	1 464,9	64,6	778,5	34,3	-	-	-	-	2 266,9	8,1	958,0	1 285,4	23,4
5. Formation	11,2	2,2	472,7	92,4	-	-	27,8	5,4	-	-	511,6	1,8	195,5	302,1	14,0
6. Biens, services et intrants	177,0	7,4	1 951,1	81,2	-	-	274,7	11,4	-	-	2 402,9	8,6	260,7	2 025,0	117,1
7. Dons et subventions	-	-	3 190,0	57,3	-	-	2 100,0	37,7	280,0	5,0	5 570,0	20,0	3 190,0	2 184,0	196,0
8. Salaires et indemnités	593,8	23,0	1 992,7	77,0	-	-	-	-	-	-	2 586,5	9,3	-	2 586,5	-
9. Dépenses de fonctionnement	936,0	58,6	662,5	41,4	-	-	-	-	-	-	1 598,5	5,7	367,0	1 188,6	42,9
Coût total du projet	5 296,5	19,0	18 726,0	67,3	778,5	2,8	2 402,4	8,6	621,3	2,2	27 824,8	100,0	9 248,5	17 784,0	792,3

*Les catégories définitives de décaissement seront décidées au cours des négociations menées sur la base des procédures du FIDA et comporteront, pour des raisons d'efficacité, un maximum de cinq catégories de dépenses.

C. Résumé des avantages et analyse économique

37. Le projet bénéficiera directement à quelque 37 600 ménages (183 400 personnes). Parmi eux, environ 29 250 ménages (142 720 personnes) sont très pauvres, avec un revenu moyen par personne de 0,8 USD par jour. Ces ménages comprennent les petits agriculteurs cultivant 10 000 acres de terres irriguées retenues pour l'action de développement; d'autres petits exploitants, qui dans les zones d'intervention choisies cultivent les terres pluviales; les micro-entrepreneurs pauvres et sans terre, en particulier les ménages comptant de jeunes hommes ou femmes sans emploi; et les individus susceptibles de bénéficier des possibilités d'emploi supplémentaires créées dans les secteurs agricole et non agricole et dans celui des infrastructures. Le taux de rentabilité économique interne du projet est estimé à 27%. L'analyse de sensibilité indique que le projet supportera l'éventualité de retards dans les flux d'avantages ou de dépassements de coûts imprévus.

D. Durabilité

38. La durabilité des investissements du projet sera favorisée de plusieurs manières:
- accès au savoir: des centres d'apprentissage seront gérés par les communautés et par du personnel de vulgarisation formé; des mécanismes financiers seront introduits pour garantir la couverture des coûts de fonctionnement par les membres, ce afin de préserver la durabilité de ces facilités; ii) accès aux marchés: le

renforcement des filières pour les produits de base et l'amélioration des accords contractuels équitables avec les transformateurs et les négociants garantiront l'accès aux marchés, qui sera renforcé grâce aux relations commerciales sous-jacentes; iii) accès à l'eau: des dispositions pour une gestion participative de l'eau garantiront une distribution équitable de l'eau, ainsi qu'une exploitation et un entretien appropriés; iv) accès aux services financiers: le développement durable d'institutions de microfinance sera encouragé pour la zone du projet; et v) services de vulgarisation: le recours à des agents de vulgarisation formés et outillés par le projet garantira la continuité de la fourniture de ces services.

E. Identification et atténuation des risques

39. Les principaux risques du projet sont liés au contexte politique, à la propriété foncière et à une gouvernance inadaptée. Ces risques seront atténués en instaurant un cadre de responsabilité mutuelle, un ensemble de garanties à négocier avec le gouvernement, un renforcement important des capacités du MAI, une supervision rapprochée et un appui à l'exécution par le FIDA, et en travaillant en étroite collaboration avec les partenaires sur les questions stratégiques et opérationnelles.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

40. Le projet s'inscrit dans le droit fil des politiques, stratégies et directives du FIDA y relatives. Son objectif général et son objectif spécifique – développement d'une agriculture paysanne axée sur le marché et croissance d'entreprises rurales non agricoles – sont en harmonie avec le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Sa stratégie en matière de ciblage est conforme à la Politique du FIDA dans ce domaine dans la mesure où elle est centrée sur les ruraux pauvres, femmes et hommes, économiquement actifs dans le secteur de l'agriculture et sur les ménages sans terre. Ses investissements en faveur de la croissance économique rurale sont également conformes à la politique de finance rurale du FIDA, qui encourage des systèmes financiers ouverts à tous afin que les ruraux pauvres puissent y accéder plus facilement. S'agissant de la mise en valeur des terres, son approche participative s'accorde avec la Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière, qui met l'accent sur le principe d'un consentement libre, préalable et éclairé. Enfin, ses procédures d'évaluation de l'impact sur l'environnement pour les investissements dans les infrastructures s'harmonisent avec la politique du FIDA en matière de changement climatique en ce qui concerne les mesures d'adaptation et d'atténuation. Le projet ne devrait pas avoir d'impact négatif sur l'environnement; à cet égard, il est donc classé en catégorie B.

B. Alignement et harmonisation

41. Le projet est né des priorités déclinées dans le plan national global de développement, le cadre de réformes économiques et sociales, et le plan d'action en faveur du développement rural et de la réduction de la pauvreté mis en œuvre par le gouvernement. Il est compatible avec le Cadre stratégique des Nations Unies pour Myanmar. De plus, il s'articule avec les investissements que les partenaires de développement commencent à effectuer dans le secteur agricole, notamment la Banque mondiale et le Fonds d'affectation spéciale Modes de subsistance et sécurité alimentaire multidonateur, un fonds d'affectation spéciale multidonateur.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

42. Le projet est perçu par le gouvernement comme un prototype à reproduire à plus grande échelle dans la zone centrale aride. En tant que tel, il est conçu pour offrir des possibilités systématiques d'expansion, d'application, d'adaptation et de pérennisation des investissements couronnés de succès. Au travers de ses outils d'investissements, de ses fonds et de son soutien prospectif à l'action des pouvoirs publics, le projet créera les voies, les moteurs et les espaces propices à une reproduction à plus grande échelle. Les investissements seront "dégrouvés" afin de faciliter le fonctionnement des activités principales à plus grande échelle.

43. Des éléments clés de la conception du projet sont déjà reproduits par d'importants partenaires de développement. Premièrement, en octobre 2014, la Banque mondiale envisage d'investir 100 millions d'USD dans trois localités de la zone centrale aride (Mandalay, Sagaing, Bago) en reproduisant à plus grande échelle les investissements du présent projet, en particulier dans les domaines de la gestion de l'irrigation et des services de conseil. Le FIDA et la Banque mondiale coordonnent actuellement leurs investissements respectifs, et la Banque mondiale prévoit d'utiliser les dispositifs de mise en œuvre et de gestion conçus dans le cadre de ce projet. Deuxièmement, le Fonds d'affectation spéciale Modes de subsistance et sécurité alimentaire envisage de reproduire à plus grande échelle l'approche et les activités appropriées du projet dans le cadre de son nouveau programme – en cours de conception – pour d'autres localités de la zone centrale aride.
44. Dans le contexte du Myanmar, les éléments clés d'innovation du projet sont les suivants: i) l'introduction de l'approche participative; ii) la fourniture ciblée de technologies et services; iii) la promotion de technologies agricoles intelligentes face au changement climatique; iv) une diversification des moyens de subsistance, avec la possibilité d'activités à plus forte valeur ajoutée; v) la promotion des microentreprises créées par des entrepreneurs sans terre; et vi) l'appui à des produits et services de finance rurale adaptés.

D. Participation à l'élaboration des politiques

45. La participation à l'élaboration des politiques se fera en deux temps. Premièrement, le projet contribuera à l'analyse des questions relatives aux politiques soulevées lors de la mise en œuvre. Il favorisera également des alliances entre les parties prenantes pour faire naître des propositions, renforcer les capacités en termes d'élaboration des politiques et promouvoir des actions de sensibilisation au sein des processus nationaux. Plus précisément, on attend de ce projet qu'il fournisse des conseils stratégiques basés sur des faits s'agissant du développement de l'irrigation et de la mise en valeur des terres dans la zone centrale aride, ainsi que des technologies, des outils d'apprentissage et des services financiers au service des paysans pauvres et des ménages sans terre.
46. Deuxièmement, le projet renforcera la participation directe du FIDA à l'élaboration des politiques avec le gouvernement et les partenaires en canalisant les expériences opérationnelles de lutte contre la pauvreté vers des débats politiques et stratégiques appropriés. Ces expériences fourniront des occasions uniques pour identifier les lacunes et formuler des recommandations stratégiques sur les questions concernant les ruraux pauvres, et pour créer une base de données afin de guider les discussions sur les politiques à mener.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

47. Un accord de financement entre la République de l'Union du Myanmar et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
48. La République de l'Union du Myanmar est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
49. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

50. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Union du Myanmar un prêt à des conditions particulièrement favorable d'un montant équivalant à douze millions cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (12 150 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Union du Myanmar un don d'un montant équivalant à cinq cent dix mille droits de tirage spéciaux (510 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"Fostering Agricultural Revitalization in Myanmar (FARM)"

(Negotiations concluded on 17 March 2014)

Loan Number: [number]

Grant Number: [number]

Project Title: Fostering Agricultural Revitalization in Myanmar (the "Project")

The Republic of the Union of Myanmar (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

This Agreement (hereinafter referred to as the "Agreement") is made on _____ between the Republic of the Union of Myanmar and the International Fund for Agricultural Development.

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a loan (the "Loan") and a grant (the "Grant") to the Borrower/Recipient (collectively the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is twelve million one hundred fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 12 150 000).
2. The amount of the Grant is five hundred ten thousand Special Drawing Rights (SDR 510 000).
3. The Loan is granted on Highly Concessional Terms as defined in Section 5.01(a) of the General Conditions.
4. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollar (USD).
5. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 April.

6. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 June and 15 December.

7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart contribution for the Project in a total amount equivalent to approximately five million and three hundred thousand United States dollars (USD 5 300 000), in order to cover, inter alia, machinery for works under Component 1, extension staff salaries and allowances under Subcomponent 2.1, and taxes and duties levied on the implementation of the Project.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Irrigation (the "MOAI").

2. Additional Project Parties shall include, inter alia, the participating government agencies, Yezin Agricultural University (the "YAU"), and the Non-Governmental Organizations (the "NGOs") and contracted service providers selected to implement the Components of the Project.

3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing shall be administered and the Project supervised by the Fund. In addition to supervision missions which shall normally be carried out, the Fund, jointly with the Borrower/Recipient, shall conduct two (2) mid-term reviews at the end of the second and fourth years of Project implementation respectively.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The Project Implementation Manual (the "PIM"), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
- (b) Any competent authority has taken action without the prior consent of the Fund for institutional changes to the National Project Steering Committee (the "NPSC") and/or the Project Coordination Unit (the "PCU") referred to respectively in paragraphs 7 and 11 of Schedule 1 hereto, and the Fund has determined that any such change has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal: the Project Director and Financial Manager, both acceptable to the Fund, shall have been selected.

3. In accordance with Section 13.01 of the General Conditions this Agreement shall enter into force upon signature by both Parties.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Ministry of Finance
Building No. 26
Nay Pyi Taw
Republic of the Union of Myanmar

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement has been made in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

FOR THE REPUBLIC OF THE UNION OF MYANMAR

[Authorized Representative]
[Title]

FOR THE INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project area consists of: (i) the command areas of six (6) irrigation schemes (Paunglaung, Chaungmange and Madan in Tekhina district; and Yezin, Ngalit and Sinthay in Ottra district) in Nay Pyi Taw Union Territory within the area of five (5) townships (Lewe, Ottrathiri, Pyinmana, Tatkon, Zeyathiri); and (ii) rainfed lowlands and uplands located around these command areas. The Project's target groups consist of poor rural women and men, specifically: (i) women and men farmers in the command areas of the six (6) targeted irrigation schemes; (ii) women and men farmers with landholdings only in rainfed areas; and (iii) poor landless women and men living in the Project area and interested to invest in rural micro-businesses. Women-headed households and ethnic groups' households will be given priority in Project planning and implementation.

2. *Goal.* The goal of the Project is to improve the economic status of poor rural women and men in the Project area.

3. *Objective.* The objective of the Project is to increase the incomes of smallholder and landless households.

4. *Components.* The Project shall consist of the following three (3) Components.

4.1. **Component 1: Agricultural Infrastructure**

The Project shall contribute to the ongoing expansion of irrigated areas under the command of the MOAI's primary and secondary canals, with complementary investments in land development identified through a participatory process. The objectives of Component 1 are: (i) to improve equity of irrigation water distribution; (ii) to create opportunities for crop diversification; and (iii) to improve field access (for machinery and transport). Areas for which land user rights have been approved and land titles issued or are in the process of being issued shall be eligible for land development. Farmer empowerment shall be fostered, particularly in scheme operation and maintenance.

4.2. **Component 2: Agricultural and Business Services**

This Component consists of two (2) Subcomponents: (i) Investing in Knowledge; and (ii) Financing Growth.

Subcomponent 2.1: Investing in Knowledge. The Project shall promote a conducive environment for rural households to access services and technologies which enable them to improve their productive and economic activities. It shall support: (i) the creation of a pluralistic participatory extension platform in support of smallholder households; and (ii) services to landless entrepreneurs to start and/or develop rural micro-businesses. The expected outcomes are enhanced skills and increased incomes of farming and landless households.

Subcomponent 2.2: Financing Growth. The Project will foster enabling conditions for the growth of sustainable rural micro-businesses and small and medium sized enterprises. Two (2) competitive grant funds shall be established, the first, namely the Rural Business Fund (the "RBF"), in support of rural businesses operated by landless households, and the second, namely the Agribusiness Fund (the "ABF"), in support of value chain integrators, which may be transformed into a public-private-producers partnership model when farmers' organizations are sufficiently developed. Access of smallholders and the landless households to financial services shall be improved by attracting microfinance institutions to the Project area and by promoting contract farming; and financial intermediaries such as savings and credit groups shall be fostered.

4.3. **Component 3: Project Management and Coordination**

Component 3 shall be in support of financing Project management and coordination, as described below.

II. Implementation Arrangements

A. Organization and Management

5. *Lead Project Agency.* The MOAI, in its capacity as the Lead Project Agency, shall have the overall responsibility for the Project's implementation.

6. *Governance.* The Project's governance framework shall consist of: (i) the NPSC; (ii) the Project Working Committee (the "PWC") at the MOAI level; (iii) the Township Project Coordination Committees (the "TPCC"); and (iv) the Village Tract Facilitation and Monitoring Groups.

7. *NPSC.* The NPSC shall be co-chaired by the MOAI Deputy Minister for Irrigation and the Deputy Minister for Agriculture. Other members may include the Director-Generals of relevant MOAI departments as well as representatives from the Ministry of National Planning and Economic Development (the "MNPED"), the Ministry of Finance (the "MOF"), the Ministry of Livestock, Fisheries and Rural Development (the "MOLFRD") and the Nay Pyi Taw Council. The NPSC shall be based in Nay Pyi Taw. Its responsibilities shall be to provide policy and strategic guidance, review and approve annual work plans and budgets (the "AWPBs"), review and endorse annual reports, review and approve sizeable contracts and financial transactions, endorse staff selection, review audit reports and ensure that corrective actions are taken, and resolve any disputes arising from the implementation of the Project.

8. *PWC.* The PWC shall serve as the MOAI committee to provide guidance and oversight for Project implementation. It shall be established by the Minister of the MOAI, and shall consist of deputy Director-Generals of relevant MOAI departments and the Project Director. It shall oversee the appointment of Project staff (except the Project Director and Manager) and the recruitment of Knowledge Centre (the "KC") Managers.

9. *TPCC.* In each Project township, a TPCC shall be established, co-chaired by a local officer of the Department of Agriculture (the "DOA") of the MOAI and a local official, with other members representing relevant MOAI departments, implementing agencies and farmers' organizations. It shall coordinate the activities of Ministries and Departments, participate in drafting AWPBs, review progress reports, support KCs, and guide field staff.

10. *Village Tract Facilitation and Monitoring Groups.* In Project village tracts, facilitation and monitoring groups shall be established, chaired by the village tract leader, and include representatives of partner NGOs, the KCs, and community organizations, as well as a staff member of the DOA. It shall be tasked with ensuring that an effective participatory approach is applied, that poverty targeting and gender mainstreaming are equitable and effective, that AWPBs are responsive, and that monitoring is participatory.

11. *PCU.* The PCU shall be established by the Lead Project Agency and managed by the Project Director. The PCU shall be responsible and accountable for the management of the Project and the achievement of its results. It shall be an autonomous entity reporting to the NPSC, and will be located in Nay Pyi Taw. Its structure shall reflect Project Components and investments, and it shall enjoy a certain level of financial autonomy in order to fulfil its mandate. The PCU shall consist of three (3) units: (i) the Administration Office responsible for financial management, accounting, procurement and contracting, headed by a Financial Manager; (ii) the Investment Office responsible for investment activities, consisting of a Rural Finance Specialist and an Irrigation/Water Management Specialist; and (iii) the Capacity Building Office responsible for mobilizing communities and strengthening their organizations, consisting of a Community/Gender Specialist.

12. *Project Director and other Project Personnel.* The Project Director shall be a senior officer seconded from the MOAI. The Project Director shall be supported by a Project Manager (an agriculture specialist) and other Project personnel. The selection of the Project Director, Project Manager and Financial Manager shall be subject to the NPSC's approval and concurrence of the Fund. All key Project personnel, including those specified above, shall be recruited through a competitive process.

13. A specific committee composed of the PCU management shall be created to address any grievances arising from the implementation of the Project.

B. Implementation of Components

14. The Project shall be implemented under the leadership of the Lead Project Agency through partnerships with relevant government agencies, NGOs, contracted service providers and the private sector. Partners and service providers shall be appointed on performance-based contracts, with performance assessed by the PCU and beneficiary representatives.

15. Component 1: Agricultural Infrastructure

15.1. Participatory planning for land development shall be implemented by a local NGO experienced in Participatory Land Use Planning (the "PLUP") and Free, Prior and Informed Consent (the "FPIC") approaches, selected by the PCU on a competitive basis and contracted for an aggregate period of up to four (4) years. It will work with MOAI's Settlements and Land Records Department for the issuance of new land titles and user rights once the re-configuration of farm plots has been completed and accepted by the farmers concerned.

15.2. Participation in land development under PLUP and FPIC approaches shall be organized by the NGO and PCU to ensure that farming households: (i) participate in the design of all civil works; (ii) set up mechanisms for sharing losses of cultivable land arising from civil works; (iii) redefine the boundaries of each household's plot of land for land re-titling purposes; and (iv) elect a Project implementation committee to monitor execution and accept works. Farming households shall be responsible for the realignment of earth bunds.

15.3. Civil works for land development shall be implemented through direct contract with MOAI's Irrigation Department (the "ID"). The ID shall execute the design, civil works and supervision of tertiary canals, drainage networks and farm roads. An internationally recognized service provider with expertise in infrastructure shall be duly contracted by the PCU to support engineering design work, assess construction norms, verify unit costs, supervise civil works (complementing ID and beneficiary supervision), and provide technical assistance to ID for capacity building and modernisation purposes.

15.4. The full package of design, implementation and training services for micro hydro turbines shall be provided by a specialized international entity duly contracted by the PCU through an international bidding process. This activity shall not start before the second Project Year.

16. Subcomponent 2.1: Investing in Knowledge

16.1. The rehabilitation and/or construction of KCs shall be undertaken by a local firm duly selected through national competitive bidding. Beneficiary representatives shall participate in site selection and the design of KC facilities.

16.2. A legal advisor contracted by the PCU shall facilitate the selection of beneficiary representatives as well as the electoral process for the formation of the KC boards.

16.3. KC managers shall be responsible for facilitating and brokering arrangements between farming households and commodity stakeholders (input suppliers, agents, buyers, processors) and for organizing technical assistance and training to farming households.

16.4. A local NGO shall be duly selected through a competitive procurement process and contracted by the PCU to provide: (i) capacity building for KC managers; (ii) advisory services for farming households focusing on commodity analyses, contract arrangements with other value chain actors, and membership in representative farmers' organizations; (iii) value chain analyses to assess proposals received by the ABF for input supply, processing, packaging and storage; (iv) advisory services to landless entrepreneurs focusing on business management training, business plan development and technical training; and (v) market studies to assess proposals received by the RBF in key off-farm and non-farm sectors.

16.5. Demonstrations and trials shall be organized through agreements among the PCU, the MOAI Department of Agriculture Research (the "DAR"), the YAU, and the private sector as appropriate, based on KC plans. Selected farmers shall manage trials on their plots. KC managers and DAR/YAU staff shall share emerging lessons with the farming community and MOAI. Input suppliers and other stakeholders shall be encouraged to gradually participate technically and financially.

17. *Subcomponent 2.2: Financing Growth*

17.1. The RBF and ABF shall be managed by the PCU. The PCU will issue periodic calls for proposals, analyse the proposals received based on pre-defined eligibility criteria, define possible amounts of Project financing based on resources mobilized by the entrepreneur, submit short-listed proposals to the Grant Committee composed of representatives from the PCU, the MOAI and private sector representatives, and manage financial flows (tranches) to beneficiaries.

17.2. The PCU shall broker an agreement with a microfinance institution(s) (the "MFI") to establish operations in the Project area and provide financial services to smallholders and the landless.

17.3. The formation of savings and credit institutions shall be organized by a specialized NGO/MFI contracted by the PCU. Training and technical assistance shall be provided in savings and credit management, risk management, portfolio monitoring, product compliance with microfinance best practices, book-keeping and governance.

C. *Project Implementation Manual (the "PIM")*

18. *Preparation.* The PCU shall prepare a draft PIM which shall be approved by the NPSC before the Fund's non-objection shall be obtained.

19. *Approval and Adoption.* The Lead Project Agency shall forward the draft PIM to the Fund for its non-objection. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed to have no objections. The Lead Project Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and the Lead Project Agency shall promptly provide copies thereof to the Fund.

20. *Mutual Accountability Framework.* The Borrower/Recipient and the Fund agree to collaborate on the basis of a Mutual Accountability Framework which will be documented in the PIM. Under this Framework, the Borrower/Recipient commits to ensuring a conducive policy environment for smallholder farming, providing its budgeted contribution to the Project on timely basis, and fulfilling the assurances outlined in this Agreement. The Fund commits to promoting national ownership of the Project, building national capacities to fulfil this role, and providing its budgeted financing to the Project on a timely basis. Compliance with this Framework by both Parties will be jointly assessed on an annual basis.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant; the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category; and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage*
I Works	5 020 000		100% net of taxes
II Equipment & Materials	240 000		100% net of taxes
III Consultancies		510 000	100% net of taxes
IV Goods, Services & Inputs	2 270 000		100% net of taxes
V Grants & Subsidies	1 870 000		100% net of taxes
VI Operating Costs	1 540 000		100% net of taxes
Unallocated	1 210 000		
Total	12 150 000	510 000	

* All amounts shall be net of government, private sector and beneficiary contributions, as the case may be.

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- i. "Works" under Category I means eligible expenditures incurred in relation to all direct costs for infrastructure works under Component 1.
- ii. "Equipment & Materials" under Category II means eligible expenditures incurred related to equipment, materials, motor vehicles and motorcycles.
- iii. "Consultancies" under Category III of the IFAD Grant financing means eligible expenditures incurred related to international technical assistance and consultancy activities of participating NGOs.
- iv. "Goods, Services & Inputs" under Category IV means eligible expenditures incurred related to:
 - a. all other technical assistance, research and studies, and training under Components 1, 2 and 3;
 - b. goods, services and inputs related to Component 3;
 - c. design, construction and supervision services for KCs under Subcomponent 2.1;
 - d. market promotion under Subcomponent 2.1 which will be eligible for 50% IFAD financing;
 - e. inputs for demonstration plots under Subcomponent 2.1 eligible IFAD financing will be as follows: (i) 100% in Project Year 1-3; (ii) 50% in Project Year 4; (iii) 25% in Project Year 5; (iv) 0% thereafter.

- v. "Grants & Subsidies" under Category V means eligible expenditures incurred related to the ABF, the RBF and participation of MFIs under Subcomponent 2.2.
- vi. "Operating Costs" under Category VI means eligible expenditures incurred for operating and maintenance costs, and for salaries and allowances for Project personnel, except for (i) base salaries of extension workers and Project support staff; and (ii) rent and utilities for the Project office.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan Account and the Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. The Borrower/Recipient shall ensure that Project investments in land development are targeted to smallholders, and shall guarantee that such smallholders shall not be expropriated from their developed farm plots thereafter.
2. The Borrower/Recipient shall ensure that Project investments in agriculture, services and market information will enable farmer self-determination in choice of cropping patterns; and agrees that government instructions on cropping and land classification will be gradually eliminated in Project-supported irrigation areas.
3. The Borrower/Recipient shall ensure that Project investments in KCs are managed by appointed extension staff, who shall not be transferred to positions outside the Project area during the implementation period.
4. The Borrower/Recipient shall ensure that Project beneficiaries, farming and landless households, will be supported to obtain proper identification documents enabling them to meet the requirements of financial institutions.

Cadre Logique

Results Hierarchy	Measure	Source	Assumption
Goal/Development Objective: Economic status of poor rural women and men in the project area improved.	<ul style="list-style-type: none"> Child nutrition standards improved [baseline 2010: 31.5% UNICEF] HHs expenditure increased above the poverty line [baseline 2010: 31.6% UNDP] 	UNICEF, UNDP, National Statistics	
Specific Objective: 59 000 households in 5 townships of Nay Pyi Taw Union have higher incomes and improved nutrition	<ul style="list-style-type: none"> Net income of farming HHs increased by USD 400/annum in real terms across the whole 112'000 acres (approx. 29 000 HH) Landless HHs average food expenditure increased by USD 20/month 20% shift in relative asset ownership for 2 poorest quintiles (RIMS relative measure) 	RIMS impact survey, Focus groups discussions	Programme successes are replicated, scaled-up Public sector governance is improved
Outcome 1: Land and water resources sustainably managed	<ul style="list-style-type: none"> Access to water all year secured for 3,300 HHs Field to roadside haulage costs reduced by 15% Post-harvest losses reduced by 20% for each crop 	HHs surveys, Focus group discussions Comparative data of beneficiaries and control group	Farmers with free crop choice
Output 1.1: 10'000 acres of irrigated land consolidated and improved in 3 schemes	<ul style="list-style-type: none"> 20 PICs established and block development plans agreed 10'000 acres levelled 340 km of tertiary canals completed 180 km of drainage network completed 200 km of farm roads completed 3'400 small hydraulic structures built 	NGO progress reports, ID/MOAI records, PIC and UNOPS completion of work certificates, GPS and satellite pictures Farmers' grievance records	NGO recruited to assist in adopting PLUP & FPIC approaches <i>Risks:</i> – Lack of skills, equip. for land consolidation – Political interference in land consolidation works
Output 1.2: 3 300 farms re-titled and delineated	<ul style="list-style-type: none"> 3,300 land users' rights re-issued and 3,300 land users' documents signed Earth bunds and PVC turnouts constructed on 3,300 farms to delineate plot boundaries 	SLRD records, Township and village tracts records	<i>Risk:</i> Land confiscation by GoM
Output 1.3: 165 Water Management Organizations functional	<ul style="list-style-type: none"> 165 Water Users' Groups registered At least 2 members of each WUG trained by project 20 Labour Contracting Societies established Cost recovery scheme developed for each WUG At least 200 HHs accessing hydropower electricity 	WUGs admin. records LCSs admin. records Training documents/data, Service provider/Supplier administrative records	
Outcome 2: Skills of farming and landless HHs enhanced, employment improved, relevant	<ul style="list-style-type: none"> Yield increase by 15% on trade. crops after 3 years At least 3,100 HHs benefit from job opportunities 	KCs administrative records, Surveys, SMEs records,	KCs become focal points for commercial and technical partnerships

Results Hierarchy	Measure	Source	Assumption
value chains upgraded	<ul style="list-style-type: none"> Farmgate price of rice increased by 20% At least 20% of farming HHs adopting high value crops in consolidated land Sale of at least 50% of high value crops on contractual basis 	Rural businesses records	
Output 2.1: 55 Knowledge centers established and functional	<ul style="list-style-type: none"> 55 Knowledge centers rehabilitated/constructed 55 extension officers from Ministry of Agriculture and irrigation seconded to project At least one meeting per month per KC with farming HHs, suppliers, buyers, processors and other service providers 	MOAI records, NGO progress report, MOAI work certificates, KCs logbooks/records Input suppliers records Surveys and focus groups	Farmers allowed free crop choice MOAI extension officers remain in project area Input suppliers finance demos
Output 2.2: 4 900 Rural businesses for landless entrepreneurs sustainably implemented	<ul style="list-style-type: none"> At least 250 CIGs set up for landless entrepreneurs At least 2 training courses per CIGs At least 4,900 business plans submitted to financial institutions and financed at affordable cost 	NGO progress reports CIGs admin. records MFI records	<i>Risk:</i> No NGO actively engaged to assist landless entrepreneurs in NPT
Output 2.3: Value chains strengthened	<ul style="list-style-type: none"> At least 6 value chain analyses undertaken At least 7 processing plants established in project area (1 for rice and 6 for high value crops) At least 20% of project-assisted farming HHs engaged in contract farming 	NGO progress reports, SMEs registration record, SMEs by-laws, SMEs financial statements	SMEs/entrepreneurs interested in contract farming with farming HHs
Outcome 3: Financial environment for creation/expansion of sustainable and profitable rural businesses improved	<ul style="list-style-type: none"> At least 5,000 incremental HHs accessed microfinance products in project area Farming HHs' indebtedness down by 50% by PY4 At least 60% of rural businesses and 80% of SMEs operating after 3 years Selected MFI financially sustainable At least 90% of LSCIs financially sustainable 	MFI/NGO records, Commercial bank records, PCU financial statements LSCIs records	Commercial banks and MFIs have resources to lend to beneficiaries Financial institutions are actively targeting FARM villages
Output 3.1: Rural businesses and SMEs accessed sustainable financing	<ul style="list-style-type: none"> 4,900 landless entrepreneurs financed 7 entrepreneurs financed for processing SMEs USD 1.4 mln disbursed as grants for SMEs and USD 2.1 mln as contribution from entrepreneurs USD 0.84 mln disbursed as grant for rural businesses and USD 0.28 mln as contribution from landless entrepreneurs 	PCU financial statements Commercial banks and MFIs financial statements SMEs and rural businesses financial statements	MFI and commercial banks agree to finance rural businesses and SMEs to complement project grant
Output 3.2: Access to rural finance improved	<ul style="list-style-type: none"> Activities of at least 10,000 HHs financed in project area At least 1 MFI/NGO with license operating in project area USD 0.95 mln provided to MFI/NGO as investment grant and/or loan for financing activity PAR < 10% after 3 years 	MFI/NGO progress reports, MFI/NGO financial statements, SMEs financial statements	MFI willing to deepen outreach in NPT <i>Risk:</i> Political interference hindering loan repayments

Results Hierarchy	Measure	Source	Assumption
Output 3.3: Microfinance outreach extended to at least 5000 households	<ul style="list-style-type: none"> • At least 1 MFI/NGO with license to assist HHs • At least 55 Savings and Credit Institutions • PAR < 5% • One third of SCI leaders are women 	LSCIs financial statements, MFI/NGO financial statements, NGO progress reports,	NGO willing to promote Savings and Credit Institutions <i>Risk:</i> Lack of sufficient capitalization to reach sustainability